REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse
Service écoles-médias
Secteur Formation

FestivaldufilmVert
Le cinéma pour un futur durable

Dossier pédagogique

« De la guerre froide à la guerre verte »

Un film documentaire de Anna Recalde Miranda - 2024 - France, Italie, Suède, Paraguay - 105 min



Note : un podcast (22min) de Radio France est également disponible sur le sujet :

Lien : Au Paraguay, le partage des terres au centre des luttes, https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/au-paraguay-un-partage-des-terres-au-centre-des-luttes-2403292, 4 avril 2025

Partie 1 : Présentation du film et du contexte

1 : Informations sur le film

1.1. Fiche technique

Titre anglais : Green Is the New Red

Sortie en salle : 26 mars 2025

Distributeur : VraiVrai Films (https://vraivrai-films.fr/catalogue/de-la-guerre-froide-a-la-guerre-verte)

1.2. Biographie de la réalisatrice

Anna Recalde Miranda est une réalisatrice italo-paraguayenne. Elle est diplômée en sociologie des médias de l'Université de Bologne, Italie, et en Sciences Po, à l'école des arts politiques de Paris. Elle a produit et réalisé quatre long-métrages documentaires qui ont été diffusés sur des chaînes internationales et qui ont participé à des nombreux festivals en France et à l'international, en remportant nombre de prix.

Faisant suite à ses films précédents : La tierra sin mal (2009) et Pouvoir et Impuissance, un drame en 3 actes (2014) ; De la Guerre froide à la Guerre verte est le troisième volet d'une trilogie de documentaires sur l'histoire politique du Paraguay depuis la dictature de Stoessner jusqu'à aujourd'hui.

Source : dossier de presse du film

1.3. Résumé détaillé du film

La réalisatrice Anna Recalde Miranda s'est rendue au Paraguay, où la question de l'accaparement des terres sous la dictature d'Alfredo Stroessner, dans la seconde moitié du XXe siècle, reste au cœur des luttes politiques et sociales.

Le Paraguay a connu la plus longue dictature militaire du continent latino-américain : celle du Général Stroessner, qui dirigea le pays de 1957 à 1989. Cette période reste très peu documentée et commence à peine à s'écrire, notamment après la découverte en 1992 des "Archives de la Terreur" par Martin Almada, décédé il y a tout juste un an, le 30 mars 2024, après une vie de lutte contre la dictature et ses stigmates. Ces cinq tonnes de documents ont révélé l'ampleur du système de la répression menée contre les opposants politiques.

Ces archives ont aussi mis en lumière l'accaparement de plusieurs millions d'hectares de terres agricoles, consacrées aujourd'hui essentiellement à la culture intensive du soja. Cette appropriation a engendré la création d'un "désert vert" à la frontière entre le Paraguay et le Brésil, où le bourdonnement des insectes, chassés par les pesticides, a laissé place aux va-et-vient des camions transportant le soja destiné à l'exportation.

Source : Radio France, https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/au-paraguay-un-partage-des-terres-au-centre-des-luttes-2403292, 4 avril 2025

2 : Extraits du dossier de presse du film

Lien : https://medias.unifrance.org/medias/129/117/292225/presse/de-la-guerre-froide-a-la-guerre-verte-dossier-de-presse-francais.pdf

Plus de 1500 écologistes et défenseurs de la terre ont été assassinés en Amérique latine depuis 2012. ***De la Guerre froide à la Guerre verte*** cherche les racines de cette violence en interrogeant l'opération Condor. Cette «multinationale de la répression», qui a procédé à l'élimination physique de dizaines de milliers de «subversifs» tout au long des années 1970, s'est aussi traduite par l'impunité et l'accaparement des terres, jetant les bases de l'actuelle république du soja, berceau de l'agrobusiness mondial.

Un voyage intime dans les limbes entre l'histoire et le présent : personnel et collectif, un parcours guidé par les personnages qui élabore une généalogie de notre désastre écologique, en présentant une contextualisation historique et politique inédite.

2.1. Etat des lieux

Pour comprendre la situation actuelle de crise écologique et climatique, il est essentiel d'analyser le contexte historique, économique et politique qui nous y a conduits. Il est nécessaire d'élaborer une généalogie de la crise climatique afin de comprendre les mécanismes qui l'ont engendrée et peut-être de pouvoir les inverser.

Le Brésil et le Paraguay constituent un excellent cas d'étude. Il est impossible d'analyser le présent latino-américain sans tenir compte du passé récent. Les dictatures fascistes qui ont pris le pouvoir dans presque tous les pays de la région à partir des années 1950 ont laissé une marque indélébile sur les sociétés et les institutions. Mais l'héritage de ces dictatures se reflète également dans la catastrophe écologique que connaît aujourd'hui cette région, et dans la violence quotidienne subie par les écologistes et les défenseurs de la terre. Après la chute des dictatures, très peu de responsables ont été jugés et beaucoup ont continué à occuper des postes proches du pouvoir. Cette absence de justice a favorisé la continuité de la violence politique et la culture de l'impunité.

Une autre conséquence fondamentale des dictatures est qu'au cours de ces années ont été jetées les bases du vaste modèle agro-industriel écocide qui domine aujourd'hui cette partie du monde. La base de tout ce système est l'accaparement des terres, par lequel certains individus privés, liés au pouvoir dictatorial, se sont appropriés des terres appartenant à l'État grâce à un système basé sur la falsification de documents et la corruption. Ce phénomène est connu sous le nom de *terres malhabidas* au Paraguay et de *grillagem* au Brésil. Les *terres malhabidas* du Paraguay, cédées par le dictateur Stroessner à ses amis, représentent plus de 8 millions d'hectares (une superficie équivalente à celle de l'État de Panama). Au Brésil, elles représentent 14 millions d'hectares.

Ces terres appartenaient souvent aux peuples indigènes. D'autres de ces terres auraient dû être distribuées aux paysans sans terre par le biais d'une réforme agraire prévue dans les constitutions de ces pays. La propriété illégitime de ces terres n'a jamais été remise en question après la chute des dictatures, étant encore aujourd'hui le théâtre d'innombrables conflits et scènes de violence, dans lesquels les forces de l'État défendent la «propriété privée» des propriétaires illégitimes contre les peuples indigènes et les paysans sans terre qui les revendiquent.

Un autre aspect important à considérer, comme cause de la catastrophe écologique en Amérique du Sud, est la pression importante exercée par les lobbies internationaux et les Think tanks sur les fragiles démocraties locales. Bon nombre des anciens financiers de l'opération Condor et de la lutte anticommuniste financent aujourd'hui des campagnes négationnistes sur le changement climatique et exercent une pression énorme en faveur de l'agro-industrie, mettant en grande difficulté les gouvernements qui tentent de réduire l'impact de ces pratiques productivistes.

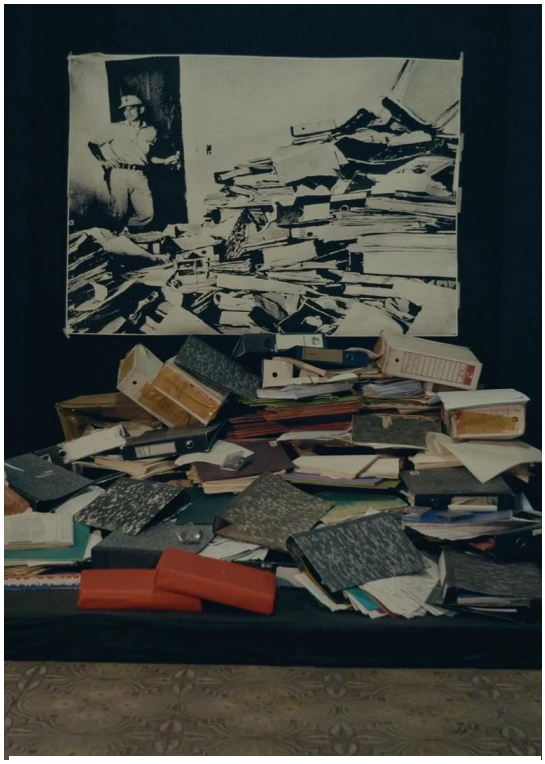
Parmi ces groupes, on peut citer par exemple la *Heritage Foundation* ou le *Heartland Institute* avec son slogan «*Green is the New Red*», qui identifie toute personne s'opposant au modèle de production d'exportation écocide comme un ennemi à combattre. L'activité de ces groupes a une influence énorme sur le débat public dans les pays concernés, où ils financent et forment des structures locales qui défendent les mêmes intérêts agroindustriels exportateurs.

2.2. Contexte historique

Quand, dans l'Amérique Latine en pleine guerre froide des années 1960-70, des coups d'État militaires soutenus par les USA mettent fin brutalement aux gouvernements démocratiques, la dictature du Paraguay est déjà en place depuis 1954, avec Alfredo Stroessner au pouvoir. Nourrie d'une idéologie farouchement anticommuniste, ce pays sera la base opérationnelle pour les stratégies américaines de l'époque.

En 1964, le Brésil vire à son tour à la dictature. Suivront la Bolivie, l'Uruguay, le Chili, l'Argentine. La poursuite des opposants s'abat sur la population à l'échelle de plusieurs pays : la plus grande «multinationale de la répression» jamais connue est née, l' «opération Condor». Cette organisation répressive transnationale, dirigée par les régimes militaires sud-américains avec le soutien des États-Unis, visait à éliminer les «éléments subversifs». Le commandement, la logistique, la surveillance, le partage d'information, la torture généralisée, l'emprisonnement, la mise à mort était imaginés, élaborés, financés, exécutés, consignés à l'échelle de plusieurs pays. De Pinochet au Chili à Videla en Argentine, Banzer en Bolivie, Branco au Brésil, Bordaberry en Uruguay et Stroessner au Paraguay, 400 000 personnes ont été emprisonnées et torturées, 30 000 ont disparu et 50 000 ont été tuées. Ces chiffres peuvent varier selon les sources, mais le scénario reste le même.

Alors que pendant des années après la chute des dictatures, l'hypothèse d'un plan de répression transnational et concerté était considéré comme relevant de la fantaisie complotiste, c'est grâce à la découverte en 1992, des cinq tonnes d'archives de la dictature de Stroessner au Paraguay, à Asunción par Martin Almada, victime de l'opération Condor et avocat, et par Pierre Abramovici, journaliste français, que ces faits sont aujourd'hui avérés.



Les Archives de la Terreur

Il s'agit d'une découverte capitale, grâce à laquelle l'Histoire récente de ce continent a pu être éclaircie, ainsi que le sort de beaucoup de disparus. Nombre de tortionnaires ont pu être jugés, dans les années suivantes, en Argentine, au Chili, en Uruguay, mais pas au Paraguay.

Au début des années 90, avec l'avènement des démocraties, des mouvements indigènes organisés ont commencé à apparaître en Amérique latine, revendiquant les droits des peuples autochtones et promouvant une réflexion sur l'environnement et l'écologie. Mais la terre en Amérique latine est largement aux mains de familles liées aux gouvernements dictatoriaux du passé et l'héritage anticommuniste de cette période imprègne encore fortement la culture politique et économique. Bien qu'aujourd'hui la Guerre froide soit considérée comme terminée.

Le Paraguay et le Brésil, où nous situons notre documentaire, composent un territoire transfrontalier étendu, on ne parle plus ni du Paraguay ni du Brésil, on parle de la «République du soja». Un territoire au statut quasi «indépendant», une immense zone régie par la loi des grands propriétaires terriens, les grandes entreprises, qui disposent d'une police à leurs ordres. Ici tout est possible, planter des semences interdites, arroser les terres, et leurs habitants avec des produits agro-chimiques depuis les airs à l'aide d'avions à moteurs jumelés. Toute personne qui entrave ces activités est un ennemi : que ce soit un gouvernement qui propose une réforme agraire, les paysans sans terre qui luttent pour survivre, ou les peuples autochtones qui réclament leurs terres ancestrales.

Ces scénarios latinos, faits de continuité idéologique et de résurgence de la violence contre les peuples indigènes et les activistes environnementaux, font écho aux événements dramatiques de l'opération Condor. Un phénomène en pleine expansion, ces meurtres restent souvent impunis, ils se perdent dans le silence et l'impuissance.

« *Dans quelle mesure l'ensemble du mouvement environnemental n'est-il qu'un cheval de Troie vert, dont le ventre est rempli de la doctrine socio-économique marxiste rouge ?* », 6e Conférence internationale sur le changement climatique

L'Institut Heartland, 30 juin 2011

Martin Almada & María Stella Cáceres



Avocat paraguayen, écrivain, militant des droits de l'homme, prix Nobel alternatif en 2002. Premier doctorant en pédagogie de l'histoire du Paraguay. En 1974, il a été arrêté et torturé pour avoir participé à la création d'une coopérative de professeurs, il restera presque 3 ans en prison. Martin est libéré en 1977 grâce à la médiation d'Amnesty International et s'exile en France où il travaille à l'UNESCO. Revenu au Paraguay au début des années 1990 après la chute de la dictature Stroessner, Martin découvre en 1992, les "Archives de la Terreur" à Asunción, au terme d'années d'enquêtes solitaires et obstinées pour démasquer ses tortionnaires. Depuis 1992, il continue d'investiguer les liens entre les vieux pouvoirs de la dictature et ceux en place maintenant, notamment l'agrobusiness. Il a travaillé sans relâche, avec sa compagne Maria Stella Caceres, directrice du Musée des Mémoires à Asunción, pour trouver et rendre publiques d'autres archives et ainsi compléter le «puzzle Condor».

2.3. Lettre d'intention d'Anna Recalde Miranda



Au milieu des années 2000, je suis allée pour la première fois au Paraguay. Je souhaitais connaître le pays d'origine de mon père, petit-fils du fondateur du parti socialiste Paraguayen, et qui avait fui à 18 ans la dictature de Stroessner sans jamais se retourner pour s'installer en Italie, où je suis née.

Depuis 2008, j'ai pu vivre et filmer un miracle politique au Paraguay : l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement progressiste de l'histoire du pays, chargé de grandes attentes historiques et de responsabilités, telles que la mise en place d'une réforme agraire et l'application de droits sociaux dans un contexte extrêmement rétrograde qui, parfois, semblerait être une caricature des maux du Sud global.

Changer les choses semblait possible — un rêve qui éveillait les consciences et unissait les gens ! Mais ce rêve s'est transformé en un cauchemar. Après de nombreuses tentatives de coups d'État, le gouvernement a été renversé en 2012. De cette expérience incroyable sont nés deux films, qui se suivent chronologiquement : *La tierra sin mal* (2008) et *Poder e Impotencia* (2014). Ce dernier film, *De la Guerre Froide à la Guerre Verte*, vient compléter la trilogie.

Je suis retournée au Paraguay en 2018, six ans après le coup d'État. Les effets de l'enlèvement des terres à la suite du coup d'État sont dévastateurs. Les sojas génétiquement modifiés occupent désormais 96 % des terres cultivables; ils ont englouti tout le pays. Les températures dépassent désormais les 45 degrés, les incendies rendent l'air irrespirable, et le fleuve Paraguay, l'un des plus importants d'Amérique latine, est en train de s'assécher. Ce qui restait des communautés paysannes en difficulté et des terres indigènes, porteuses de modèles alternatifs, est en train d'être englouti par ce processus mortel. Il n'est pas étonnant que tout cela se produise ici, au Paraguay, berceau de l'opération Condor.

J'ai décidé de retourner filmer Martin, Miguel Angel et d'autres compagnons qui ont participé dans les films précédents, des militants et des amis, pour rechercher les origines de ce désastre. Le courage et le charisme de ces personnes m'inspirent profondément. Les luttes de ma génération, qui vit le « point de non-retour » de la crise écologique, sont un héritage direct de leurs combats. Je vais apaiser la colère et la douleur que je ressens en voyant le monde partir en ruine. Mais ce n'est que le début : au cours de ces mêmes années, les premiers grands incendies ont éclaté en Amazonie, puis est venu le Covid.

Le voyage du film durera plusieurs années, et il me permettra de rencontrer de nouveaux alliés, de nouveaux compagnons de route, de m'abreuver de leur courage et de leur force morale, et de regarder les choses en face, bien que souvent avec peur et douleur. L'ampleur du sujet, la nature de l'enquête, plongée dans une atmosphère teintée d'une obscurité viscérale, font de cette quête une descente dans les cercles de l'Enfer de Dante.

Mais l'affection et le courage imposent la nécessité et bannissent la peur, au point que nous, tous les personnages de cette histoire, sommes convaincus que cette entreprise, si vitale pour la justice et la réparation, doit être entreprise.

3 : Critique du film

De la guerre froide à la guerre verte, un documentaire au cœur de «la république du soja», héritière des dictatures du Paraguay et du Brésil

Le documentaire d'Anna Recalde Miranda, De la guerre froide à la guerre verte, sort ce mercredi au cinéma. Dans un récit intime et politique très tendu, la réalisatrice montre l'une des conséquences de la dictature au Paraguay : des millions d'hectares destinés à la culture intensive du soja, aux mains des soutiens de ce régime ultra-violent.

Au Paraguay, «passé et futur se confondent dans une réalité flottante», annonce dès le début du film la documentariste Anna Recalde Miranda. Le passé : la dictature d'Alfredo Stroessner, qui a accédé au pouvoir en 1954 et y est resté jusqu'en 1989, avec le soutien des États-Unis. La réalisatrice italo-paraguayenne plonge dans les archives de ces années de terreur, durant lesquelles les opposant·es politiques, communistes, socialistes et alternatifs ont été poursuivi·es, torturé·es et assassiné·es.

De cette période reste un désastre écologique : huit millions d'hectares (soit la surface du Panama) du pays ont été confiés aux amis du dictateur. Un accaparement des terres qui ne connaît pas de frontière. Le film nous emmène également au Brésil, pays voisin qui a connu le même phénomène, et où 14 millions d'hectares appartiennent aux soutiens de son pouvoir dictatorial. Des deux côtés de la délimitation entre les États, on retrouve des paysages similaires, ceux d'un «désert vert», sans arbre ni insecte, où ne fleurit que du soja planté sur les ruines de la démocratie et de l'environnement.

Il en pousse tellement que les industriels eux-mêmes ont qualifié ces terres malhabidas, (mal acquises, en français) de «république du soja». Massivement déforestées, cultivées de façon intensive à grand renfort de pesticides et d'OGM, elles sont réservées à l'exportation de cette légumineuse, principalement vers l'Europe et la Chine. Au fil de ses rencontres avec des témoins clefs de cette période et de ses discussions avec des scientifiques et journalistes, Anna Recalde Miranda montre la continuité entre les dictatures paraguayennes et brésiliennes et le règne de l'agro-industrie.

Avec le même arsenal de surveillance et de répression, l'agro-industrie défend férocement ses terres spoliées face au mouvement des Paysans sans terre et aux populations autochtones qui veulent les récupérer. En se rendant à leurs côtés, la réalisatrice dévoile la lutte acharnée de ces peuples pour avoir le droit d'habiter et de cultiver leur territoire, de défendre leur environnement, au prix d'un harcèlement continu et de multiples assassinats.

Un documentaire saisissant, qui retrace le contexte historique ultra-violent dans lequel s'est développée et persiste encore l'agriculture productiviste au Paraguay et au Brésil.

Mathilde Picard

Source : Vert, https://vert.eco/articles/de-la-guerre-froide-a-la-guerre-verte-un-documentaire-au-coeur-de-la-republique-du-soja-heritiere-des-dictatures-du-paraguay-et-du-bresil, 26 mars 2025

Partie 2 : Propositions pédagogiques

Cette partie vous propose des suggestions pédagogiques en lien avec les thématiques abordées dans le documentaire (et le podcast) en fonction du temps à disposition, du niveau des élèves et de l'approche pédagogique privilégiée (cours frontal, socioconstructivisme, etc.)

A. Questionnaire sur le documentaire « *De la guerre froide à la guerre verte »* d'Anna Recalde Miranda.

Partie 1 : Questions de compréhension

1. Quel est le fil conducteur du documentaire ?

   .....
   .....
   .....
   .....

2. Où se situe principalement le récit (pays/zone géographique) et pourquoi ce choix ?

   .....
   .....
   .....
   .....

3. Que signifie l'expression « république du soja » dans le contexte du film ?

   .....
   .....
   .....
   .....

4. Quelle est la nature des violences dont le documentaire rend compte aujourd'hui contre les défenseurs de la terre ?

   .....
   .....
   .....
   .....

5. Que fut l'Opération Condor, selon le documentaire ?

   .....
   .....
   .....

6. Comment le documentaire établit-il un lien entre la dictature passée et les enjeux environnementaux actuels ?

   .....
   .....
   .....
   .....

7. Quels acteurs (personnes, institutions, entreprises) sont mis en cause dans le film ?

   .....
   .....
   .....
   .....
   .....
   .....

8. Quelles sont les conséquences écologiques visibles décrites dans le documentaire (exemples concrets) ?

   .....
   .....
   .....
   .....

9. Quel rôle jouent les multinationales dans le modèle agricole évoqué par le film ?

   .....
   .....
   .....
   .....

10. Comment le documentaire présente-t-il l'impunité et la continuité des pouvoirs après les périodes de dictature ?

    .....
    .....
    .....
    .....

Partie 2 : Questions de réflexion / débat

1. Est-ce que vous trouvez la continuité entre la guerre froide et la « guerre verte » convaincante ? Pourquoi / pourquoi pas ?

   .....
   .....
   .....
   .....

2. Selon vous, quels sont les avantages et les limites d'interroger l'histoire (dictatures, répression passée) pour comprendre les violences écologiques actuelles ?

   .....
   .....
   .....
   .....

3. Le documentaire suggère que certaines structures de pouvoir n'ont pas changé fondamentalement. Pensez-vous que c'est vrai dans d'autres régions du monde ? Trouvez quelques exemples.

   .....
   .....
   .....
   .....

4. Comment pourrait-on concilier les intérêts économiques des grands producteurs agricoles avec la protection de l'environnement et des droits humains ?

   .....
   .....
   .....
   .....

5. En quoi le documentaire remet-il en question les représentations courantes des défenseurs de la terre et de l'environnement ?

   .....
   .....
   .....
   .....

6. Que faudrait-il changer (politiquement, juridiquement, socialement) pour réduire ce type de violences ?

   .....
   .....
   .....
   .....

7. Le documentaire évoque l'idée de mémoire, de responsabilité — quel rôle a la mémoire collective dans la prévention des abus écologiques ou des violences ?

   .....
   .....
   .....
   .....

8. Quel impact pourrait avoir ce documentaire sur le public ? Est-ce qu'il pousse à agir ? Comment ?

   .....
   .....
   .....
   .....

9. Selon vous, le cadre dramatique (violence, assassinat, sécheresses, désertification, etc.) pourrait-il nuire à la mobilisation ou, au contraire, la renforcer ?

   .....
   .....
   .....
   .....

10. Comment ce film se situe-t-il dans la manière dont les médias traitent les questions environnementales et les droits humains ? Y a-t-il des angles qui restent peu traités ?

    .....
    .....
    .....
    .....

Proposition de corrigé du questionnaire :

Partie 1 : Questions de compréhension

1. Quel est le fil conducteur du documentaire ?

   Le film suit la continuité entre la guerre froide (dictatures latino-américaines) et la «guerre verte» actuelle (violences liées à l'agro-industrie du soja). L'idée centrale est que les mécanismes de répression et de concentration des terres n'ont pas disparu, mais se sont transformés.

2. Où se situe principalement le récit (pays/zone géographique) et pourquoi ce choix ?

   Le récit se situe principalement au Paraguay, dans la région frontalière avec le Brésil. Cette région a été choisie car il fut l'un des épicentres de la dictature de Stroessner et de l'opération Condor, et parce qu'il est aujourd'hui au cœur de la production mondiale de soja transgénique.

3. Que signifie l'expression « république du soja » dans le contexte du film ?

   Elle désigne un territoire dominé par la monoculture de soja, contrôlé par de grandes entreprises, au détriment de la biodiversité, des paysans et des communautés autochtones. C'est une métaphore politique et économique : l'État est presque «confisqué» par les intérêts agro-industriels.

4. Quelle est la nature des violences dont le documentaire rend compte aujourd'hui contre les défenseurs de la terre ?

   Harcèlement, intimidations, expulsions forcées, criminalisation des militants, et surtout assassinats de défenseurs écologistes et paysans. Plus de 1500 militants ont été tués en Amérique latine depuis 2012.

5. Que fut l'Opération Condor, selon le documentaire ?

   Une alliance secrète entre dictatures sud-américaines (années 1970-80), coordonnée avec l'appui des États-Unis, pour traquer, torturer et éliminer les opposants politiques, y compris à l'étranger.

6. Comment le documentaire établit-il un lien entre la dictature passée et les enjeux environnementaux actuels ?

   Les dictateurs ont distribué illégalement des terres à leurs proches. Ces accaparements sont à l'origine du modèle agricole actuel (soja transgénique). Le film montre donc que l'agro-industrie d'aujourd'hui est l'héritière directe de la violence et de l'injustice foncière de l'époque.

7. Quels acteurs (personnes, institutions, entreprises) sont mis en cause dans le film ?

   Personnes : les dictateurs (comme Stroessner) et leurs réseaux.

   Institutions : l'armée, l'État paraguayen de l'époque, services de renseignement liés à l'opération Condor.

   Entreprises : multinationales de l'agro-industrie (Monsanto/Bayer, Cargill, etc.), grands producteurs et exportateurs de soja.

8. Quelles sont les conséquences écologiques visibles décrites dans le documentaire (exemples concrets) ?

   Déforestation massive, disparition de la biodiversité, pollution des sols et de l'eau par les pesticides, désertification (« désert vert »), maladies dans les villages riverains.

9. Quel rôle jouent les multinationales dans le modèle agricole évoqué par le film ?

   Elles fournissent les semences transgéniques et les pesticides, organisent l'exportation mondiale, et renforcent la dépendance économique des pays producteurs. Elles imposent un modèle agricole intensif tourné vers l'export et non vers l'alimentation locale, engendrant ainsi de nombreuses pollutions et favorisant la désertification de la région.

10. Comment le documentaire présente-t-il l'impunité et la continuité des pouvoirs après les périodes de dictature ?

    Beaucoup d'acteurs de la dictature (familles, élites économiques) sont restés au pouvoir et profitent encore aujourd'hui du modèle de l'agriculture intensive du soja. L'impunité judiciaire est quasi totale : peu de responsables ont été jugés.

Partie 2 : Questions de réflexion / débat

(Ces réponses sont des pistes ; chaque élève peut développer son point de vue.)

1. Est-ce que vous trouvez la continuité entre la guerre froide et la « guerre verte » convaincante ? Pourquoi / pourquoi pas ?
   Oui, car les deux sont des conflits structurés par des idéologies et des rapports de force violents. Non, car la guerre verte n'est pas une guerre militaire classique.

2. Selon vous, quels sont les avantages et les limites d'interroger l'histoire (dictatures, répression passée) pour comprendre les violences écologiques actuelles ?
   Avantages : montrer les racines profondes, comprendre la continuité des injustices. Limites : risque de simplifier ou de négliger les facteurs économiques et mondiaux plus récents.

3. Le documentaire suggère que certaines structures de pouvoir n'ont pas changé fondamentalement. Pensez-vous que c'est vrai dans d'autres régions du monde (exemples) ?
   Oui : par ex. en Afrique avec l'exploitation minière héritée de la colonisation ; en Asie avec certains régimes autoritaires qui favorisent l'accaparement des terres au détriment des communautés.

4. Comment pourrait-on concilier les intérêts économiques des grands producteurs agricoles avec la protection de l'environnement et des droits humains ?
   Imposer des lois contraignantes aux multinationales, encourager l'agro écologie, instaurer une fiscalité équitable, développer le commerce équitable.

5. En quoi le documentaire remet-il en question les représentations courantes des défenseurs de la terre et de l'environnement ?
   Le film les montre comme des victimes courageuses et des résistants, pas comme des « agitateurs », image souvent véhiculée par les gouvernements et certains médias.

6. Que faudrait-il changer (politiquement, juridiquement, socialement) pour réduire ce type de violences ?
   Politiquement : démocratisation, transparence, lutte contre la corruption, restitution des terres aux communautés locales.
   Juridiquement : enquêtes indépendantes, sanctions contre crimes écologiques.
   Socialement : éducation, valorisation des alternatives paysannes.

7. Le documentaire évoque l'idée de mémoire, de responsabilité — quel rôle a la mémoire collective dans la prévention des abus écologiques ou des violences ?
   Essentiel : se souvenir des crimes empêche leur répétition, donne une légitimité aux victimes, et alerte contre les dérives actuelles.

8. Quel impact pourrait avoir ce documentaire sur le public ? Est-ce qu'il pousse à agir ? Comment ?
   Sensibilisation, indignation, volonté d'agir (par ex. consommer autrement, soutenir ONG, interpeller les politiques).

9. Selon vous, le cadre dramatique (violence, assassinat, sécheresses, désertification, etc.) pourrait-il nuire à la mobilisation ou, au contraire, la renforcer ?
   Peut effrayer et décourager, mais aussi provoquer une réaction plus forte et une prise de conscience urgente. La question des moyens de soutien reste à discuter.

10. Comment ce film se situe-t-il dans la manière dont les médias traitent les questions environnementales et les droits humains ? Y a-t-il des angles qui restent peu traités ?
    Les médias parlent peu du lien entre dictatures passées et crises écologiques. Le film apporte une profondeur historique et une approche critique souvent absente du traitement médiatique habituel.

B. Travail de groupe sur le documentaire « *De la guerre froide à la guerre verte* » d'Anna Recalde Miranda.

Note : Cette proposition a été conçue avec l'aide de ChatGPT 4. Elle est spécialement adaptée pour un cours de géographie ou d'histoire, niveau collège (3e/4e), d'une durée de 90 minutes et concentrée spécifiquement sur des extraits du documentaire.

Objectifs pédagogiques

- *Comprendre la continuité entre dictature, transition démocratique et néolibéralisme au Paraguay.*
- *Identifier les logiques de concentration foncière et leur impact social et environnemental.*
- *Mettre en relation archives historiques (guerre froide, Stroessner) et enjeux contemporains (soja, déforestation, agro-industrie).*
- *Développer l'esprit critique par l'analyse d'un documentaire : narration, choix d'images, témoignages.*

Déroulé de la séance (90 min)

1. Introduction et mise en contexte (10 min)

- Présentation rapide du Paraguay : situation géographique, démographie, spécificité (pays sans accès à la mer, importance du Chaco).
- Bref rappel historique : dictature Stroessner (1954-1989), transition démocratique à nuancer (même parti toujours au pouvoir), place de l'agriculture.
- Annonce des axes : de la guerre froide à la guerre verte (évolution des conflits).

---

2. Visionnage ciblé du film (30 min)

- Extraits choisis (3 x 10 min environ) :
    1. Dictature & archives de la terreur. *(10min – 22min)*
    2. Transition et question des terres malhabidas. *(Par expl. 53min – 59min)*
    3. Expansion du soja et « guerre verte ». *(par expl. 82min – 94min)*
- Consignes données aux élèves :
    - Relever les acteurs (État, élites, paysans, autochtones, entreprises transnationales).
    - Identifier les continuités / ruptures entre guerre froide et enjeux actuels.
    - Noter les impacts sociaux et environnementaux évoqués.

---

3. Travail en groupes (20 min)

- Groupe 1 : Continuités historiques (de la répression politique à la domination agraire).
- Groupe 2 : Acteurs et conflits actuels (paysans, peuples autochtones, entreprises, État).
- Groupe 3 : Impacts sociaux, sanitaires et environnementaux.
- Groupe 4 : Analyse critique du film (quelle mise en scène ? quel discours ? qui parle ? quelles images sont choisies ?).

Chaque groupe prépare 3–4 idées clés à restituer.

---

4. Mise en commun et discussion (20 min)

- Débat sur la notion de « guerre verte » : en quoi est-ce une guerre ? Qui en sont les gagnants/perdants ?
- Comparaison avec d'autres cas en Amérique latine (Brésil – Cerrado, Bolivie – agro-industrie, Colombie – accaparement de terres).
- Discussion sur les alternatives : agro écologie, souveraineté alimentaire, réforme agraire.

---

5. Conclusion / ouverture (10 min)

- Retour sur l'évolution entre guerre froide (idéologique et militaire) et guerre verte (territoriale et écologique).
- Mise en perspective avec les débats actuels sur le soja, l'UE (réglementation anti-déforestation), et les luttes autochtones.

Supports possibles (*voir les documents de la partie 3 et la bibliographie en fin de dossier*)

- Cartes : répartition du soja au Paraguay, déforestation dans le Chaco, « terres malhabidas ».
- Graphiques : évolution de la surface cultivée en soja (1990–2025), inégalités foncières.
- Témoignages / extraits : archives de la terreur, cas Portillo Cáceres.
- Articles récents : Guardian 2025 (Ayoreo, Santander, etc.), Mongabay 2024, Via Campesina 2025.

Évaluation formative possible

- Fiche individuelle à remettre :

  Résumer en 200 mots le lien entre guerre froide et guerre verte au Paraguay.

C. Organisation d'un débat autour de la question de l'expansion agricole

Cette troisième proposition se base sur l'organisation d'un débat mettant les élèves dans un rôle d'acteur en lien avec la problématique de l'exploitation du soja au Paraguay. Elle est particulièrement adaptée aux élèves du Secondaire II et permet de mettre en place une activité dynamique convoquant des compétences transversales dans le domaine de la collaboration et de l'expression orale. Comptez environ 3 cours de 90 minutes pour l'ensemble de l'activité.

Déroulement :

1. **Introduire le documentaire** (contexte historique, problématiques actuelles, etc.). (10 min)

2. Diviser la classe en **5 groupes**, par tirage au sort, chacun se voit attribuer le rôle d'un acteur à jouer ensuite dans le débat (10 min).

Acteurs suggérés : État paraguayen, grand producteur de soja, communauté autochtone incluant les agriculteurs locaux, ONG environnementale, banque internationale, association de consommateurs

Proposition d'une **question à débattre** :

Faut-il renforcer les lois de « déforestation zéro » dans le Chaco, même au prix d'un frein à l'expansion agricole ?

Proposition alternative : *comment concilier exportations agricoles et droits humains ?*

3. **Visionner le documentaire**, chaque groupe prenant des notes en vue du débat afin de défendre son point de vue (105 min).

4. **Préparation du débat** : chaque groupe note et organise ses arguments en s'appuyant sur le film et les données supplémentaires fournies par l'enseignant (*voir ci-dessous et en annexe*). (20 min)

5. Mise en place du **débat** *(pour la forme, possibilité de s'inspirer des interventions de Genève Débat dans les écoles*) (5 min)

Lien Genève Débat : https://genevedebat.ch/

6. **Conclusion / institutionnalisation** (20 min) :

Quel groupe a dominé le débat ? Quels arguments ont été les plus percutants ? Comment les élèves se sont-ils approprié leur rôle ? Était-il difficile de défendre telle ou telle opinion ? Un consensus a-t-il été trouvé ? Des solutions ont-elles émergé ? Etc.

Ci-dessous, quelques données à fournir aux élèves, permettant d'enrichir les discussions :

1. Statistiques actuelles de déforestation

    - En 2024, le Paraguay a perdu 273 000 ha de forêt naturelle, ce qui équivaut à environ 69 millions de tonnes de CO_2.

      Entre 2021 et 2024, 99 % de la perte de couvert forestier a eu lieu dans les forêts naturelles.

      https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/PRY

    - Le Chaco nord (départements Alto Paraguay, Boquerón, Presidente Hayes) a perdu près de 30 % de son couvert forestier au cours des 20 dernières années (~ 5,42 millions d'ha) à cause du bétail et de l'expansion agricole.

      https://news.mongabay.com/2024/10/collagen-and-cattle-fuel-deforestation-and-rights-violations-in-paraguay-says-new-report

2. "Tierras mal habidas" & appropriation illégale

    - Des millions d'hectares de terres arables ont été appropriées illégalement par des particuliers, des entreprises et des institutions.

      Le gouvernement de Horacio Cartes (2013–2018) a peu avancé dans la récupération des "tierras mal habidas" : près de 8 millions d'hectares restaient non récupérés à la fin de son mandat.

      https://www.baseis.org.py/nulo-avance-en-recuperacion-de-tierras-mal-habidas-durante-el-gobierno-de-cartes

    - Le rapport « Propuestas de mecanismos de recuperación de tierras malhabidas » (2024) appelle à des mécanismes institutionnels pour identifier, récupérer et réparer les terres volées, en liant réforme agraire et droits humains.

      https://www.codehupy.org.py/wp-content/uploads/2024/01/Tierras-malhabidas.pdf

3. Cas d'entreprise & chaînes internationales

    - Le secteur du collagène est lié à la déforestation : certaines marques vendent du collagène pour des produits de beauté fourni par des fermes ayant défriché des zones forestières en Paraguay.

      https://globalwitness.org/en/campaigns/forests/the-price-of-beauty-popular-collagen-brands-drive-deforestation-and-rights-abuses-in-paraguay/

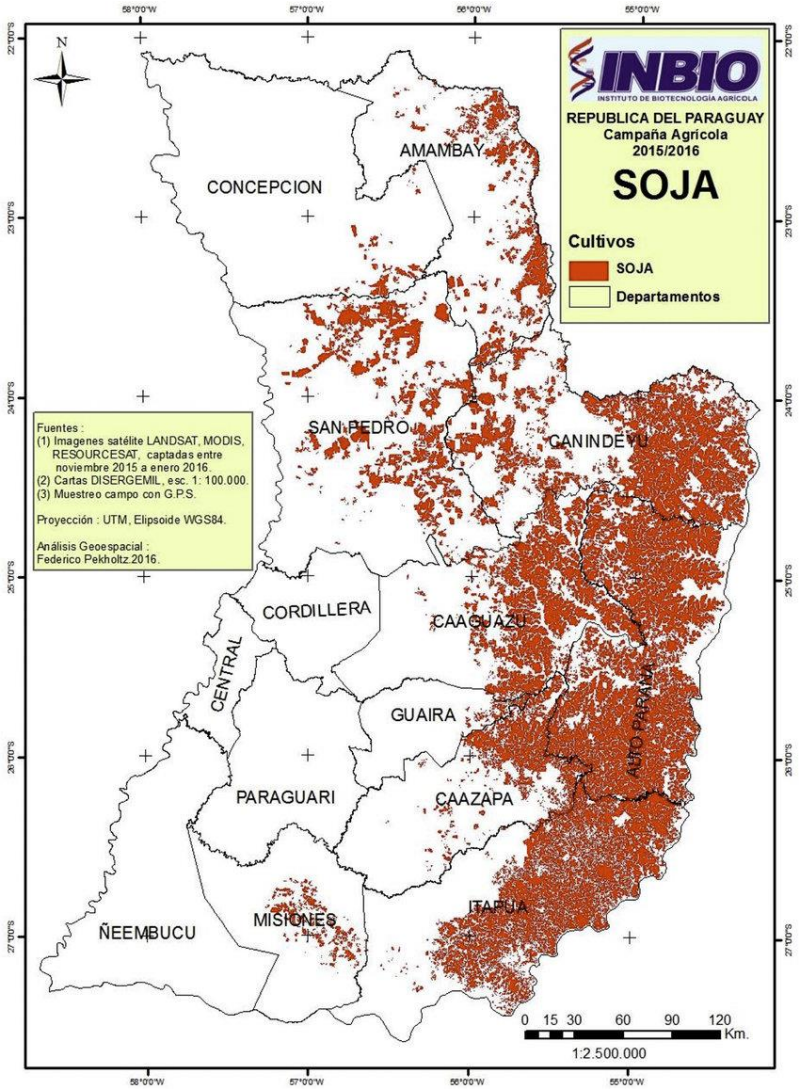
    - Des banques et institutions financières (*BlackRock, BNP Paribas, HSBC, Santander*) sont mises en cause pour financer indirectement des entreprises liées à la déforestation du Gran Chaco.

      https://www.forest-trends.org/idat_countries/paraguay

Partie 3 : Documents sur le soja au Paraguay

Cette partie propose une sélection de documents (cartes, graphiques) en lien avec la déforestation et la culture du soja au Paraguay.

Document 1 : culture du soja

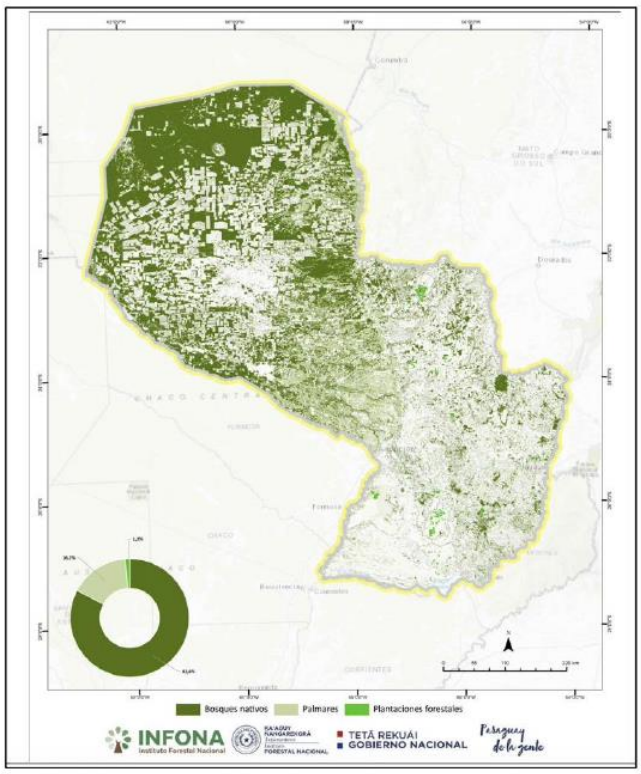


Carte de la "sojización" dans le sud-est du Paraguay (2015-2016)

Carte montrant l'expansion de la culture du soja dans la région orientale du pays, un phénomène clé pour saisir la transformation du territoire.

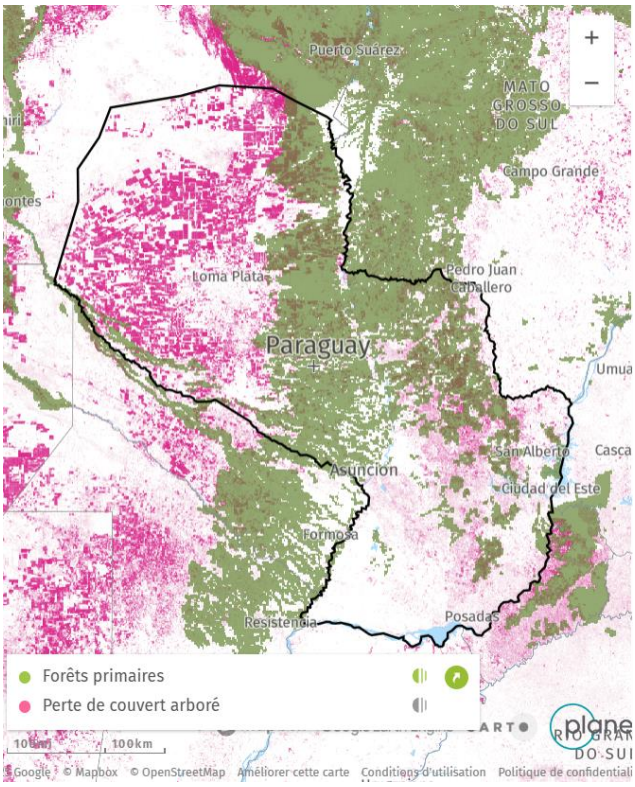
Source : OXFAM RESEARCH REPORTS, The Soy Mirage, août 2013

Document 2 : cartes de la couverture forestière au Paraguay



Couverture forestière au Paraguay

Source : Journal of forest buisness research https://forest-journal.com/index.php/JFBR/plantation-forestry-paraguay-emerges?, 25 juin 2024

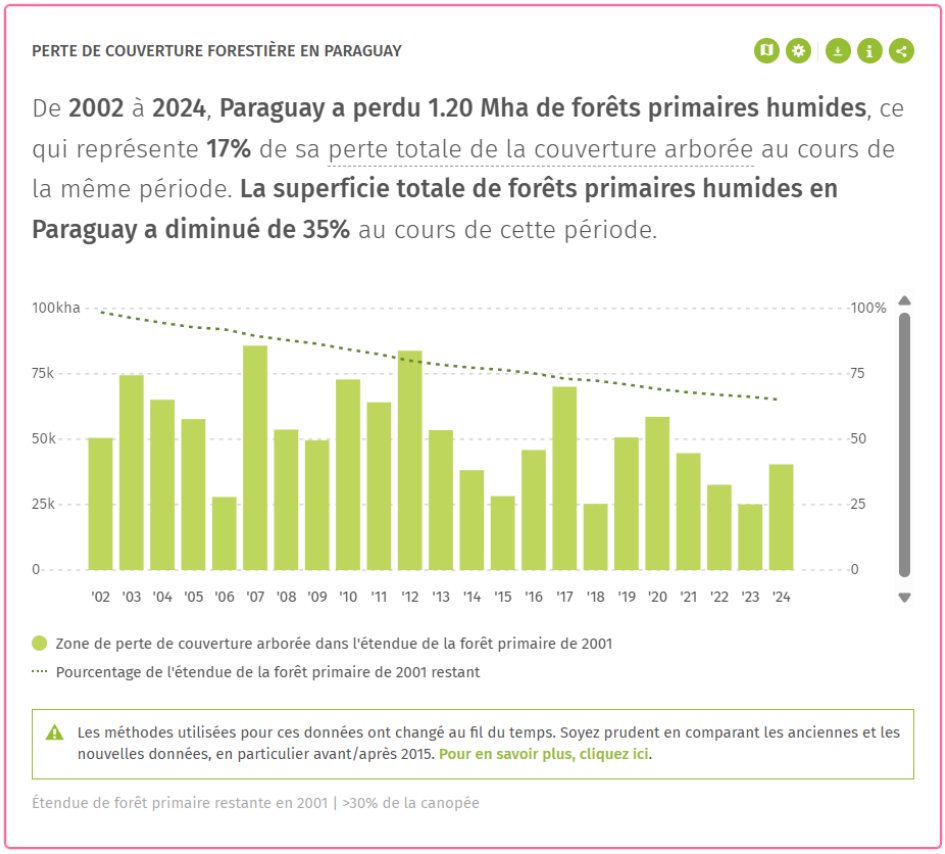


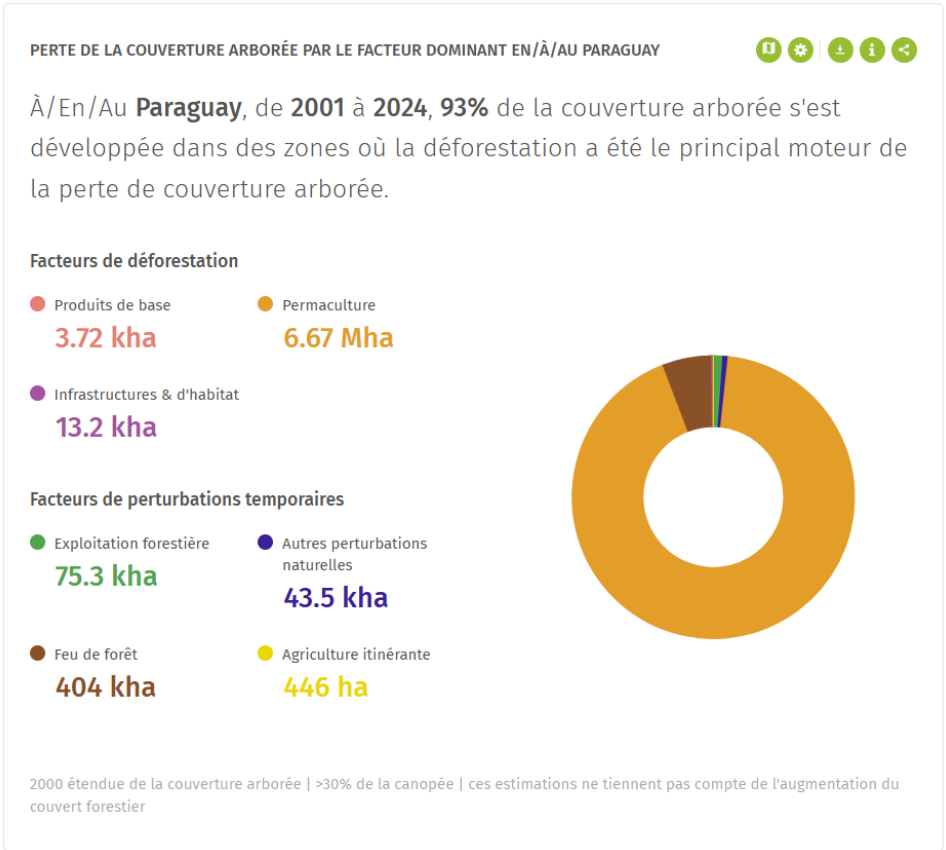
En 2024, Paraguay a perdu 273 000 ha de forêts naturelles, générant l'équivalent de 69 Mt de CO_2

Source : Elsurti, https://elsurti.com/laprecisa/chequeo/2022/06/30/las-promesas-incumplidas-de-mario-abdo/, 30 juin 2022

Document 3 : évolution de la couverture forestière au Paraguay

Source des 4 illustrations suivantes : Global Forest Watch, consulté le 12 septembre 2025





PERTE DE COUVERTURE FORESTIÈRE À PARAGUAY PAR RAPPORT À D'AUTRES ZONES

De **2001** à **2024**, **Paraguay** a perdu **7.22 Mha** de couvert arboré relatif, ce qui équivaut à une diminution de **30%** depuis **2000** et à **1.4%** de l'ensemble de la perte de couvert arboré dans **monde**.

9	Malaisie	9.51 Mha
10	Australie	9.22 Mha
11	Paraguay	7.22 Mha
12	Argentine	6.97 Mha
13	Suède	6.13 Mha

2000 étendue de la couverture arborée | >30% de la canopée | ces estimations ne tiennent pas compte de l'augmentation du couvert forestier

COMPOSANTES DE L'ÉVOLUTION NETTE DU COUVERT FORESTIER (PARAGUAY)

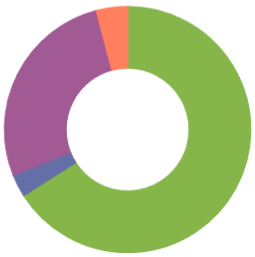
Entre 2000 et 2020, **Paraguay** a connu un net changement de **-5.17 Mha** (**-25%**) en couverture végétale.

Forêt stable
14.2 Mha

Gain
642 kha

Perte
5.81 Mha

Perturbé
884 kha



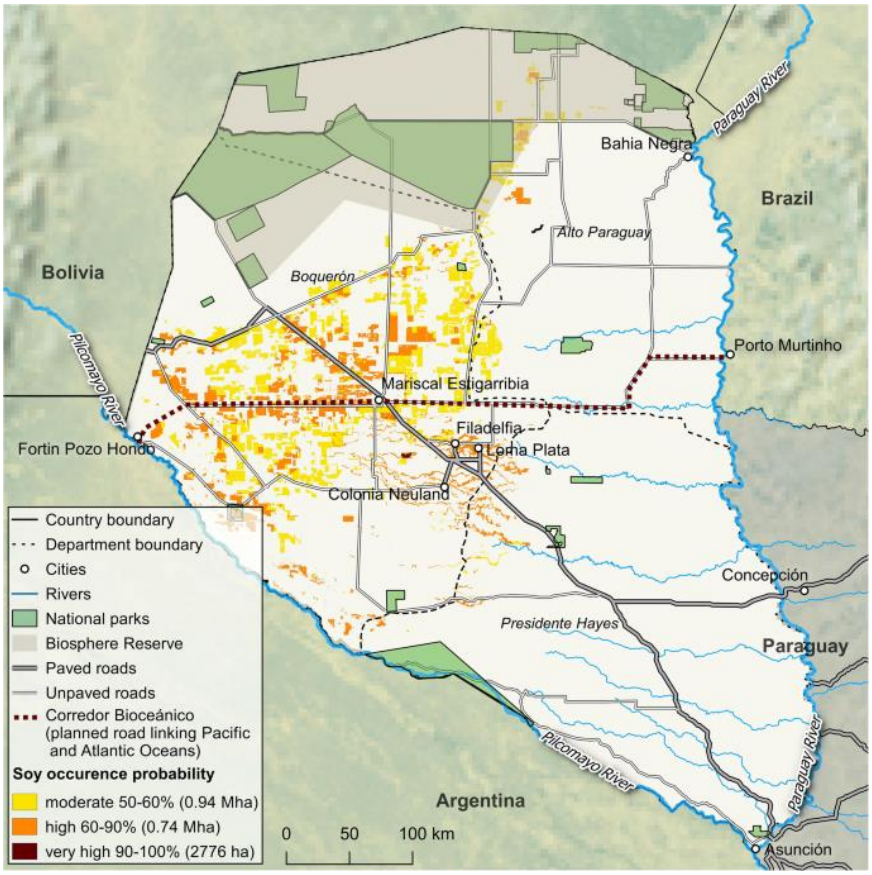
⚠ Le total des pertes est différent de la perte annuelle de couvert végétal, car ces données ont été créées à l'aide d'une méthode et d'une définition de la forêt différentes. Pour obtenir des informations sur les pertes brutes ou annuelles, veuillez consulter le widget sur les pertes de couvert végétal.

Les perturbations représentent les zones ayant subi à la fois des pertes et des gains entre 2000 et 2020

Document 4 : déforestation et culture du soja dans la région du Chaco

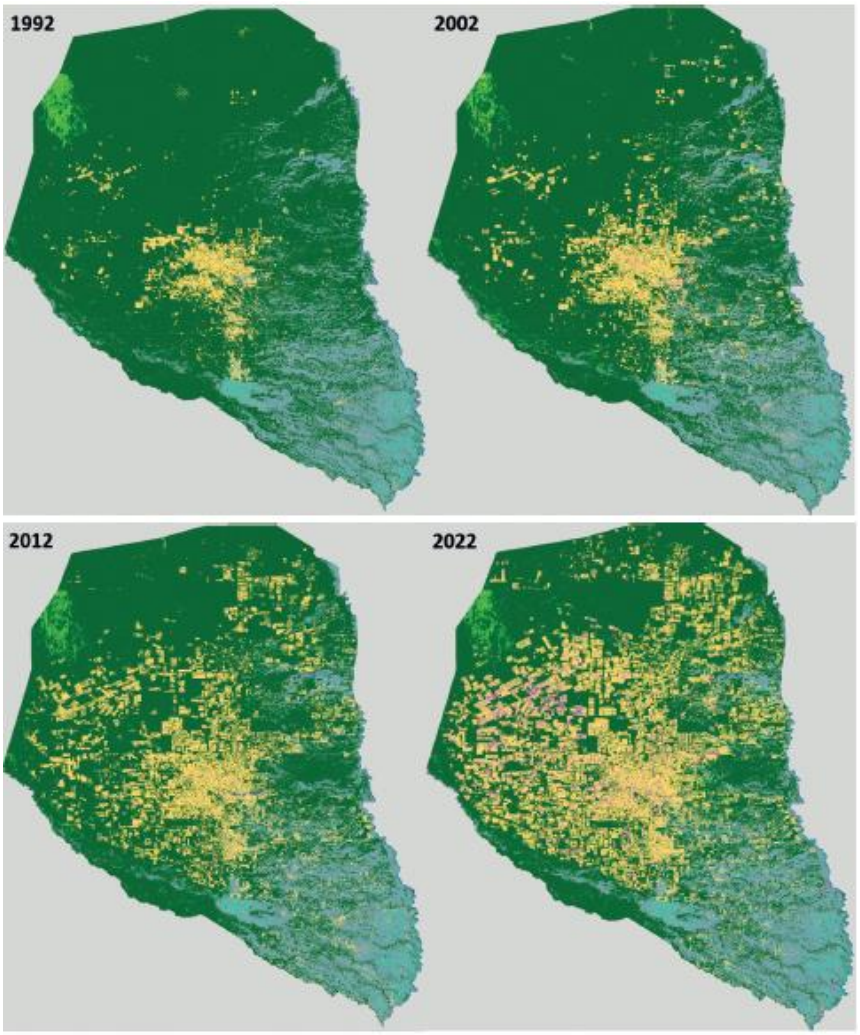


Carte **du Paraguay et de la région du Chaco**
Représente la répartition géographique du Chaco, ses contours administratifs, et permet de situer la zone d'intervention.



Projection de l'expansion du soja dans le Chaco paraguayen
Carte illustrant les zones à fort potentiel d'expansion de la culture du soja dans le Chaco, en dépit de sa fragilité écologique.

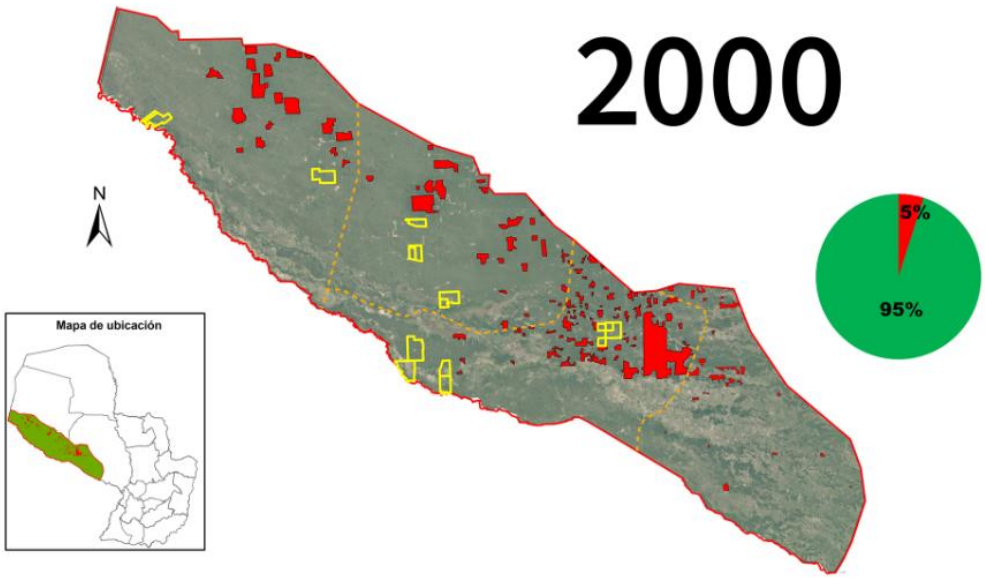
Source : Le Chaco paraguayen à la croisée des chemins : les moteurs d'une nouvelle frontière du soja, https://link.springer.com/article/10.1007/s10113-021-01804-z , 2 juillet 2021



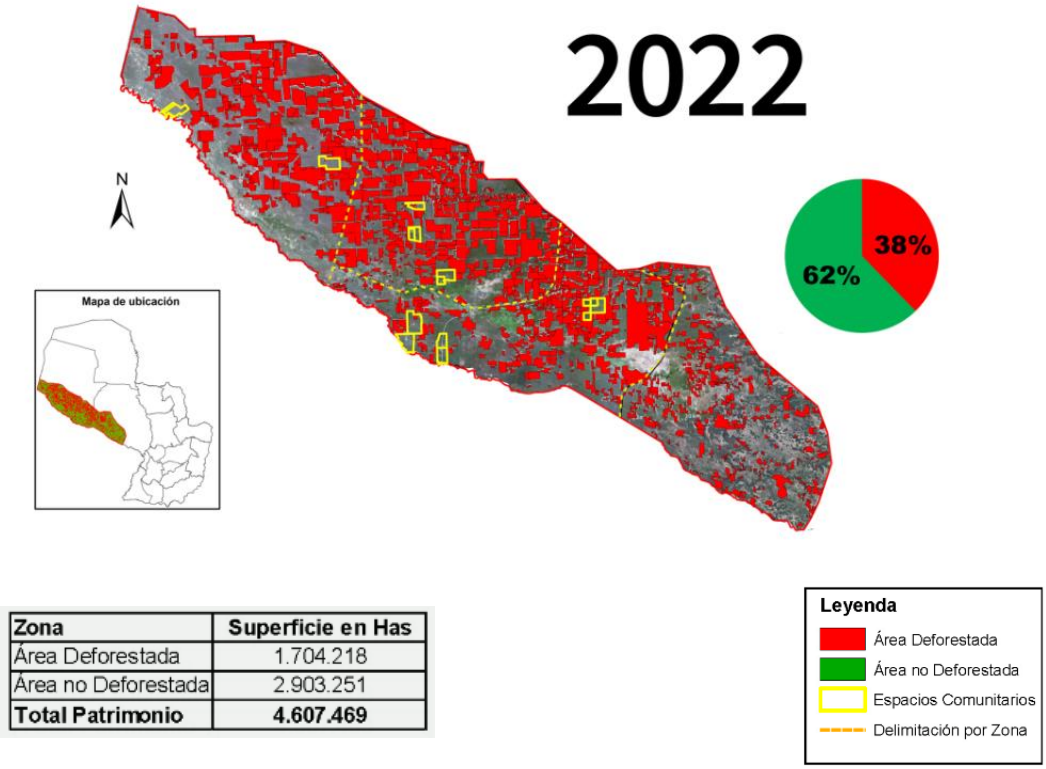
Images satellites montrant les changements dans l'utilisation des terres dans le Chaco paraguayen

Source : Scientific Electronic Library Online, http://www.scielo.edu.uy/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0797-55382024000201207, 30 avril 2024

Document 5 : déforestation des forêts de Nivaĉle, Manjui et Maká (Sud-ouest)



Zona	Superficie en Has
Área Deforestada	227.061
Área no Deforestada	4.380.408
Total Patrimonio	**4.607.469**



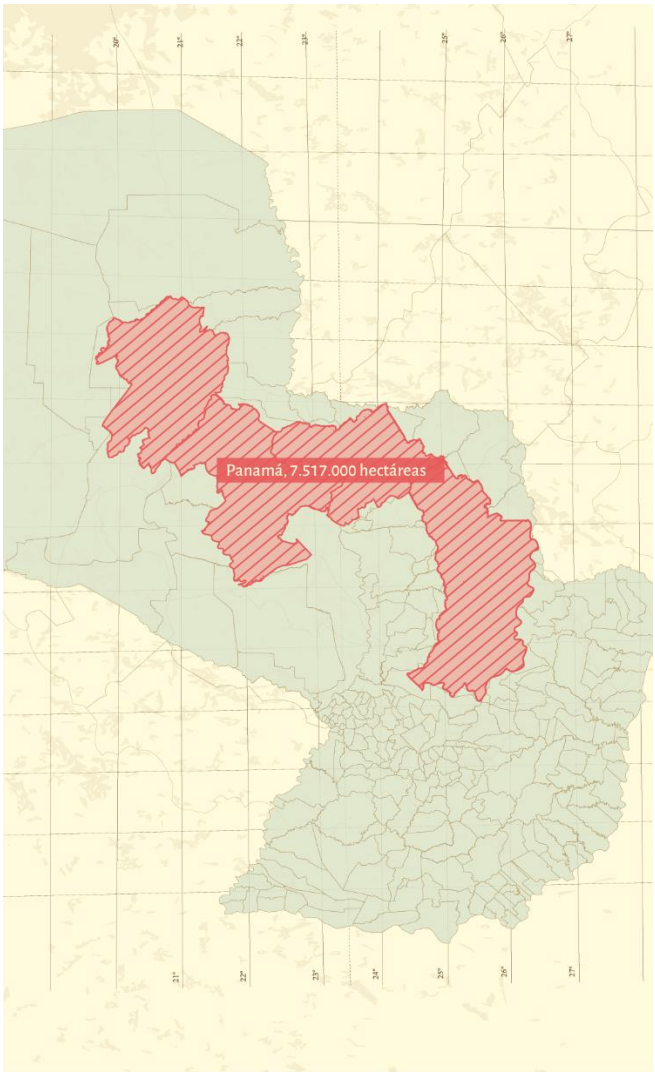
Zona	Superficie en Has
Área Deforestada	1.704.218
Área no Deforestada	2.903.251
Total Patrimonio	**4.607.469**

Source : Sauvons la forêt, https://www.sauvonslaforet.org/petitions/1298/paraguay-rendez-leur-foret-aux-autochtones-pour-leur-survie, consulté le 8 novembre 2025

Document 6 : Carte des « Terres mal acquises » au Paraguay

« Terres mal acquises » est le terme utilisé pour décrire les terres destinées à la réforme agraire, que l'Indert (Institut national des droits fonciers), anciennement l'IBR (Banque régionale de développement), a illégalement concédées aux partisans de la dictature estroniste et des gouvernements qui lui ont succédé.

La Commission Vérité et Justice (CVJ) a documenté l'attribution frauduleuse de près de 8 millions d'hectares entre 1954 et 2003, principalement pendant la dictature estroniste. Le vol constaté équivaut à un cinquième de la superficie du pays, soit un peu plus que la superficie du Panama.



Carte des « Terres mal acquises »

Source : Elsurti, https://elsurti.com/oligarquia/especial/los-invasores-vip-del-paraguay, 3 novembre 2021

Document 6 : photographies illustrant la déforestation au Paraguay

En Amérique du Sud, le soja provoque un déboisement grand format

Dans le Gran Chaco, région à cheval sur l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie, le commerce du soja provoque déforestation, destruction des savanes arborées et ruine de la population locale.

Les forêts sèches du Gran Chaco – région qui occupe le nord de l'Argentine, l'ouest du Paraguay et le sud de la Bolivie – constituent la plus grande étendue de végétation d'Amérique du Sud, après la forêt tropicale d'Amazonie. Mais la production de soja ne cesse de s'étendre et les nouvelles zones agricoles sont défrichées à coup de bulldozer ou de brûlis. L'ONG Mighty Earth a été témoin de ces destructions de grande ampleur. Là où se trouvaient des écosystèmes indigènes ne restent plus que d'immenses terres dénudées. La biodiversité disparaît et les populations autochtones sont chassées de leurs milieux forestiers.







La forme la plus simple de déforestation est l'agriculture sur brûlis. Après avoir créé des pare-feu, la forêt primaire est ravagée par les flammes.

Source des 3 photographies ci-dessus prises par l'Agence Mighty Earth en Argentine

Le Monde, https://www.lemonde.fr/photo/portfolio/2018/04/02/en-amerique-du-sud-le-soja-provoque-un-deboisement-grand-format_5279538_4789037.html, 2 avril 2018

Document 7 : Accords AELE - MERCOSUR

Accord Mercosur : le climat passe après le fromage

Manuel Abebe, 4 juillet 2025

Public Eye, https://www.publiceye.ch/fr/regard/accord-mercosur-le-climat-passe-apres-le-fromage, 4 juillet 2025

Politique commerciale

L'accord de libre-échange AELE-Mercosur a-t-il abouti grâce à trente mille meules de gruyère ? Pendant que l'économie suisse se frotte les mains en se félicitant des nouveaux privilèges douaniers obtenus, la forêt amazonienne, les populations autochtones et les petites exploitations agricoles sont les grandes oubliées de cet accord commercial qui les menace.

Le ministre de l'Économie Guy Parmelin a sillonné l'Argentine et le Brésil pendant près d'une semaine avant de pouvoir annoncer la bonne nouvelle mercredi : l'accord entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et les États du Mercosur est dans la poche !

La délégation d'entreprises accompagnant Guy Parmelin jubilait à l'idée des « quelque 300 millions de consommateurs et consommatrices » nouvellement acquis·es. Une joie visiblement si débordante que le post sur X (en allemand) de Swissmem, la faîtière de l'industrie des machines, a été publié avant le communiqué officiel du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Après huit ans de négociations à huis clos, ce genre de couac peut arriver.

Swissmem parle d'une « lueur d'espoir [...] dans une période difficile ». Economiesuisse estime que les « intérêts essentiels » ont été pris en compte. Et pour l'industrie pharmaceutique, il est clair que le Mercosur est un marché en pleine croissance. Seul le secteur agricole devra faire des concessions sur la viande et le vin, mais il pourra, en contrepartie, exporter 900 tonnes de gruyère sans droits de douane.

Les articles publiés depuis la conclusion de cet accord sont largement revenus sur les quotas fixés, les calculs géopolitiques et les coups diplomatiques. Une question essentielle a toutefois été oubliée : quelles seront les conséquences concrètes pour les droits des populations concernées et pour leur environnement ?

Le texte de l'accord étant toujours tenu secret, il est impossible pour l'instant d'avoir une réponse définitive à cette question. Mais une chose est sûre : les risques sont immenses. C'est pourquoi Public Eye et d'autres ONG suisses, mais aussi de nombreuses organisations paysannes et de défense des droits humains dans les quatre pays du Mercosur, mettent en garde depuis des années contre cet accord. Notamment pour les raisons suivantes :

L'accord aggrave la crise climatique

La progression rapide de la déforestation de la forêt amazonienne alimente et accélère massivement la crise climatique. À l'instar de l'accord récemment conclu entre l'Union européenne et le Mercosur, celui signé par l'AELE accroît la pression sur cet écosystème vital – ainsi que sur d'autres milieux naturels. Et la promotion des exportations de viande à bas prix du Mercosur vers l'Europe alimentera encore davantage les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Peu de garanties en matière de droits humains

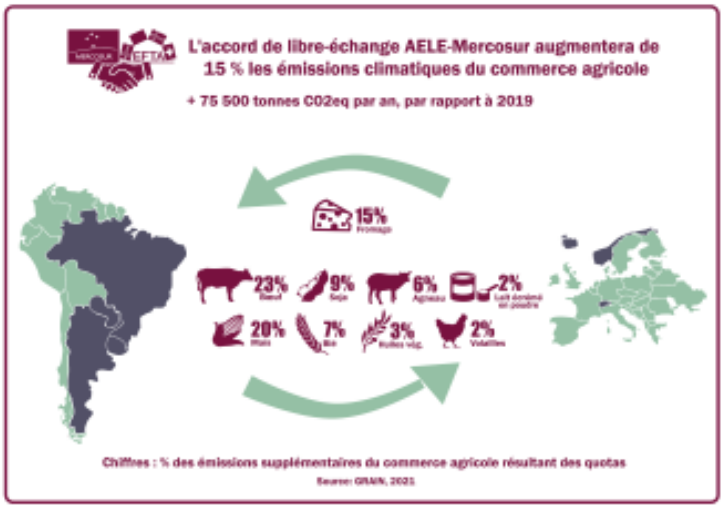
Au Brésil, les droits des communautés autochtones ont été considérablement affaiblis ces dernières années. Or avant même que l'AELE n'ait examiné ses conséquences sociales, l'accord était déjà finalisé et posé sur la table. On peut donc s'attendre à ce que les dispositions prévues en matière de protection des droits des communautés autochtones et des droits humains – et leurs mécanismes d'application – soient totalement insuffisants.

L'agriculture industrielle au détriment des petites exploitations

L'extension du commerce profite en premier lieu à l'agriculture industrielle. Outre les grands propriétaires terriens sud-américains, les négociants agricoles suisses et les multinationales de l'agrochimie comme Syngenta s'en réjouissent. La culture intensive du soja et d'autres plantes fourragères, ainsi que de produits d'exportation comme les oranges ou le café, engloutit en effet d'énormes quantités de pesticides hautement dangereux. Une fois de plus, ce sont les petites exploitations agricoles qui en paient le prix fort. Leurs représentant·e·s ont déjà mis en garde : la mainmise toujours plus forte d'une poignée de grands groupes sur le système agricole mondial aggrave encore l'appauvrissement de la population rurale.

Public Eye et d'autres organisations ont rappelé à plusieurs reprises au SECO son mandat constitutionnel de prévenir de tels effets néfastes. Et ce, par le biais de critères de durabilité contraignants, assortis de mécanismes de sanction efficaces. Or jusqu'à présent, rien n'indique que cet accord contienne de telles dispositions. La Suisse doit par ailleurs se doter d'une base légale garantissant une politique économique extérieure équitable, respectueuse des droits humains et durable.

Aujourd'hui, Guy Gruyère – euh pardon, Guy Parmelin – est rentré en Suisse, fier de ramener dans ses valises la « bonne nouvelle » : un accord de libre-échange avec le Mercosur, mijoté depuis des années. Comme il se doit, il a été accueilli en héros à l'aéroport de Zurich, car le libre-échange est un sport national pratiqué au plus haut niveau dans notre pays. Pour fêter ça, il y avait sans doute un plateau de gruyère « bien de chez nous » et son carpaccio de bœuf du Brésil, le tout arrosé d'un vin rouge argentin. Le manque de goût d'un tel menu devrait suffire à réveiller les papilles des fins gourmets de la politique : si l'accord avec le Mercosur ne contient pas de dispositions contraignantes en matière de durabilité, le Parlement doit impérativement changer la recette !



Source : Pain pour le Prochain, https://www.eper.ch/medias/le-libre-echange-avec-le-mercosur-est-un-non-sens-climatique, consulté le 12 novembre 2025

Partie 5 : Webographie sélective

- La page du L'UNESCO sur les Archives de la Terreur :

  Archives of Terror, XXth Century - Memory of the World - Latin America and the Caribbean. https://www.unesco.org/en/memory-world/lac/archives-terror-xxth-century . Consulté le 28 septembre 2025.

- Article du journal El Pais sur les origines des « terres mal acquises :

  Carneri, Santi. « Tierras "mal habidas": el origen de las expulsiones campesinas en Paraguay ». El País, 8 juillet 2021, https://elpais.com/planeta-futuro/2021-07-08/tierras-mal-habidas-el-origen-de-las-expulsiones-campesinas-en-paraguay.html.

- Enquête fouillée sur les terres acquises illégalement au Paraguay :

  Elsurti (média indépendant paraguayen), https://elsurti.com/oligarquia/especial/los-invasores-vip-del-paraguay, 13 novembre 2021

- Rapport annuel sur les Droits Humains au Paraguay :

  Lanzamiento del Informe Anual de Derechos Humanos en el Paraguay 2024 - Sobrevivencia Amigos de la Tierra Paraguay. https://www.sobrevivencia.org.py/noticias/lanzamiento-del-informe-anual-de-derechos-humanos-en-el-paraguay-2024 . Consulté le 28 septembre 2025.

- Article de l'ONG de défense des Droits des paysans sur l'accaparement des terres au Paraguay :

  Rights, Defending Peasants'. « Le Comité des droits de l'homme de l'ONU protège le droit à la terre au Paraguay en utilisant l'UNDROP ». Defending Peasants' Rights, 11 décembre 2022, https://defendingpeasantsrights.org/fr/portillo-caceres-et-autres-c-paraguay/ .

- Site de l'IWGIA, ONG défendant les droits des peuples autochtones, sur les peuples autochtones du Paraguay et leurs problématiques :

  El Mundo Indígena 2021: Paraguay - IWGIA - International Work Group for Indigenous Affairs. https://iwgia.org/es/paraguay/4158-mi-2021-paraguay.html . Consulté le 28 septembre 2025.

- Page Wikipédia sur l'affaire Portillo Cáceres v. Paraguay (ONU, 2019) qui confirme que l'État a violé le droit à la vie en ne protégeant pas les populations contaminées par des pesticides illégaux, impliquant la mort d'un agriculteur et l'intoxication d'autres habitants :

  « Portillo Cáceres v Paraguay ». Wikipédia, 10 avril 2025. Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Portillo_C%C3%A1ceres_v_Paraguay&oldid=224694937 .

- La page Wikipédia sur la déforestation au Paraguay :

  « Deforestación en Paraguay ». Wikipedia, la enciclopedia libre, 28 janvier 2025. Wikipedia, https://es.wikipedia.org/w/index.php?title=Deforestaci%C3%B3n_en_Paraguay&oldid=165050019

- Portfolio sur le déboisement au Paraguay :

  Le Monde, https://www.lemonde.fr/photo/portfolio/2018/04/02/en-amerique-du-sud-le-soja-provoque-un-deboisement-grand-format_5279538_4789037.html, 2 avril 2018

- Pétition pour sauver la forêt du Paraguay :

  « #pétition Paraguay : rendez leur forêt aux autochtones, pour leur survie ! » Sauvons la Forêt, https://www.sauvonslaforet.org/petitions/1298 . Consulté le 14 septembre 2025.

- Le rapport détaillé d'Oxfam sur la culture du soja et ses conséquences (en anglais) :

  Oxfam (rapport The Soy Mirage, 2013), https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-soy-mirage-corporate-social-responsibility-paraguay-290813-en_0_0.pdf, août 2013

- Article du Time avec de nombreux documents photographiques sur les plantations de soja au Paraguay et leurs conséquences, notamment sur les populations autochtones.

  The Time, https://time.com/4070686/paraguay-soy-plantations-war/, 1er décembre 2015

- Article sur la menace grandissante que font peser la déforestation et les projets d'infrastructures sur les Ayoreo isolés dans le Chaco :

  The Guardian, https://www.theguardian.com/global-development/2025/mar/13/the-end-of-the-ayoreo-the-race-to-find-proof-that-paraguays-uncontacted-people-exist, mars 2025

- Article sur le rapport accusant la banque Santander de financer la déforestation massive, en dépit de ses engagements climatiques :

  The Guardian, https://www.theguardian.com/global-development/2025/may/15/we-are-witnessing-ecocide-santander-accused-of-funding-vast-deforestation, mai 2025

- Article qui met en lumière le rôle de l'industrie du bétail et des sous-produits (collagène) dans la déforestation du Chaco, favorisée par un cadre réglementaire faible :

  Mongabay, https://news.mongabay.com/2024/10/collagen-and-cattle-fuel-deforestation-and-rights-violations-in-paraguay-says-new-report/, 9 octobre 2024

- « Projet de lancement du RUN (Registre Unifié National) qui pourrait annuler la réforme agraire et légaliser des terres malhabidas. » :

  La Clave, https://www.laclave.com.py/2024/11/20/dieron-otro-paso-mas-para-la-creacion-del-run-que-anularia-reforma-agraria-y-blanquea-tierras-malhabidas, novembre 2024

- Rapport sur la 31e marche nationale des paysans et communautés autochtones réclamant l'application de la réforme agraire constitutionnelle :

  La Via Campesina, https://viacampesina.org/en/2025/04/paraguay-peasants-and-indigenous-communities-march-for-agrarian-reform-law, 17 avril 2025

Bonus actualité récente :

- Article sur le mouvement Gen Z au Paraguay qui lutte contre la corruption :
  DW, https://www.dw.com/es/la-mecha-de-las-protestas-generaci%C3%B3n-z-prendi%C3%B3-en-paraguay/a-74181319, 29 septembre 2025